

N° 4708.

FRANCE ET SIAM

Traité d'amitié, de commerce et de navigation,
avec protocole, signés à Bangkok, le 7 décembre
1937, et échanges de notes y relatifs de
la même date.

*Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. de Thaïland
à Londres. L'enregistrement a eu lieu le 9 avril 1940.*

FRANCE AND SIAM

Treaty of Friendship, Commerce and Naviga-
tion, with Protocol, signed at Bangkok,
December 7th, 1937, and Exchanges of
Notes relating thereto of the Same Date.

*French official text communicated by the Acting Chargé d'Affaires of Thailand
in London. The registration took place April 9th, 1940.*

N^o 4708. — TRAITÉ ¹ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LA FRANCE ET LE SIAM. SIGNÉ A BANGKOK, LE
7 DÉCEMBRE 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Animés d'un égal désir de maintenir et de développer les rapports d'amitié et de coopération déjà heureusement établis entre les deux Etats et convaincus que ce but ne saurait être mieux atteint que par la revision des traités précédemment conclus entre les deux pays, ont résolu de procéder à cette revision dans un esprit d'équité et au bénéfice mutuel des deux Parties en vue d'établir leurs rapports sur une base de réciprocité et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Luang Pradist MANUDHARM (Pridi Banomyong), ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Monsieur Guillaume GEORGES-PICOT, chargé d'Affaires de France à Bangkok ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre le Royaume de Siam et la République Française.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront pleine liberté, avec leurs familles, d'entrer sur le territoire de l'autre Partie, d'y circuler, de s'y établir et d'en sortir; ils bénéficieront à cet égard des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou qui seront accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée, sous la condition de se conformer aux lois du pays et sous réserve des dispositions de l'article XVIII.

Ils pourront, dans les mêmes conditions et en quelque lieu que ce soit des territoires de l'autre Partie, exercer leurs professions légitimes et tous métiers licites — s'y livrer au commerce ou à l'industrie — y faire le trafic, tant en gros qu'en détail, de tous produits et articles du commerce licite, soit en personne, soit par représentant, seuls ou en association avec des étrangers ou des nationaux, y prendre à leur service dans tous emplois telles personnes qu'il leur conviendra. Ils pourront, dans les conditions fixées par la législation locale, y acquérir et posséder en toute propriété, occuper, vendre et transmettre par succession, testament, donation et de toute autre manière que ce soit, prendre ou céder à bail tous immeubles, bâtis ou non bâtis, destinés à l'habitation ou à un usage licite quelconque, commercial, industriel, agricole ou autre, sous réserve des dispositions prévues dans l'intérêt de la sécurité nationale par les lois du pays. Ils pourront y acquérir, posséder et transmettre des biens, valeurs et effets mobiliers de toute sorte, de toute manière que ce soit, notamment par succession, testament et donation.

Ils ne seront pas assujettis, sur le territoire de l'autre Partie, à des droits, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur les nationaux. Cette disposition ne fait pas obstacle à la perception, le cas échéant, soit de taxes dites de séjour, soit de taxes afférentes à l'accomplissement de formalités de police. En ce qui concerne ces dispositions, les ressortissants des deux Etats jouiront du traitement accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bangkok, le 27 janvier 1939.

TRANSDUCTION. — TRANSLATION.

No. 4708. — TREATY¹ OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN SIAM AND FRANCE. SIGNED AT BANGKOK, DECEMBER 7TH, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, Being equally desirous of maintaining and developing the relations of friendship and co-operation already happily established between the two States, and being convinced that this object cannot be better attained than by the revision of the treaties previously concluded between the two countries, have resolved to undertake such revision, in a spirit of equity and for the mutual advantage of the two Parties, with a view to establishing the relations between them on a basis of reciprocity, and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

Luang Pradist MANUDHARM (Pridi Banomyong), Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Monsieur Guillaume GEORGES-PICOT, Chargé d'Affaires of France at Bangkok ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

There shall be constant peace and perpetual friendship between the Kingdom of Siam and the French Republic.

Article II.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall have full liberty, together with their families, to enter the territory of the other Party, to travel and settle therein and to leave it ; they shall in this respect enjoy the same rights and privileges as are or may hereafter be granted to nationals of the most favoured nation, provided they conform to the laws of the country, and subject to the provisions of Article XVIII.

They may, subject to the same conditions and in any place within the territory of the other Party, pursue their legitimate callings and all lawful occupations, engage in commerce or industry and carry on wholesale or retail trade in all products and articles forming the subject of lawful commerce, either personally or through representatives and either alone or in association with foreigners or nationals, and may therein employ in their service in any capacity such persons as they deem fit. They may, within such territory, subject to the conditions prescribed by the local laws, acquire and obtain complete ownership over, occupy, sell or transmit by succession, by testament, by gift or in any other manner, and rent or lease any immovable property, whether built or not, intended for habitation or for any lawful use, commercial, industrial, agricultural or other, subject to the provisions prescribed in the interest of national security by the laws of the country. They may, in any manner, and in particular by succession, testament or gift, within such territory, acquire, possess, and transmit goods, securities and movable property of all kinds.

They shall not be subject in the territory of the other Party to any duties, charges or taxes of any description other or higher than those which are or may hereafter be levied on nationals. This provision shall not prevent the levying of the so-called "sojourn" charges, where such exist, or of the charges, if any, connected with the accomplishment of police formalities. In regard to such provisions, the nationals of the two States shall enjoy the treatment accorded to the nationals of the most favoured nation.

¹ The exchange of ratifications took place at Bangkok, January 27th, 1939.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre, de la protection et de la sécurité les plus constantes pour leurs personnes et pour leurs biens, et ils bénéficieront à cet égard des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou qui seront accordés aux nationaux de l'Etat de résidence, sous la condition de se conformer aux lois du pays et sous réserve de l'observation et de l'application des lois et des règlements concernant les étrangers.

Ils seront exempts sur les territoires de l'autre Partie de tout service militaire dans les armées régulières, les gardes ou les milices et de toutes prestations militaires personnelles ainsi que de toute contribution en argent ou en nature perçue en remplacement de ce service ou de ces prestations. Ils seront de même exempts de tout emprunt forcé et de toute contribution extraordinaire. Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, sous les réserves ci-dessus, qu'aux réquisitions militaires imposées aux nationaux et ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les pays respectifs. Pour ce qui précède, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront pas traités sur les territoires de l'autre moins bien que ne le sont ou ne le seront les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans toute l'étendue du territoire de l'autre Partie, d'une entière liberté de conscience. Ils pourront élever et posséder des églises, se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte, installer, posséder et entretenir des cimetières suivant leurs coutumes religieuses ainsi que fonder des institutions d'éducation et des œuvres religieuses, hospitalières et charitables, en se conformant aux lois, ordonnances et règlements du pays.

Article III.

Les habitations, entrepôts, manufactures et magasins et toute autre propriété des ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre, ainsi que tous les locaux en dépendant et utilisés soit comme résidence, soit pour le commerce, seront respectés. Il ne sera point permis d'y procéder à des visites domiciliaires ou à des perquisitions, non plus que d'examiner ou d'inspecter livres, papiers ou comptes, sauf sous les conditions et dans les formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux de l'Etat de résidence.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront librement se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux, ports et rivières des territoires de l'autre, qui sont ou seront ouverts à la navigation et au commerce extérieurs, toujours sous réserve des lois du pays où ils se sont ainsi rendus.

Aucune des Hautes Parties contractantes n'établira ni ne maintiendra des prohibitions ou des restrictions sur les importations en provenance des territoires de l'autre Partie ou sur les exportations à destination de ces territoires, qui ne soient pas appliquées à l'importation ou à l'exportation de tous articles similaires provenant de quelque autre pays ou destinés à celui-ci. Tout retrait de prohibition ou restriction concernant l'importation ou l'exportation qui est accordé même temporairement par l'une des Hautes Parties contractantes en faveur des articles d'un pays tiers s'appliquera immédiatement et sans conditions aux articles similaires provenant de l'autre pays ou destinés à celui-ci. En cas de contingentements ou de quotas ou de toute forme de limitation quantitative établis à l'importation et à l'exportation d'articles soumis à restriction, chacune des Hautes Parties contractantes convient d'accorder, pour les importations en provenance des territoires de l'autre Partie ou pour les exportations à destination de ces territoires, une part équitable dans l'allocation de la quantité de marchandises soumises à restriction qui peut être autorisée pour l'importation ou l'exportation.

Rien dans ce traité ne sera interprété de façon à restreindre le droit de chacune des Hautes Parties contractantes d'imposer, dans les conditions qu'elle jugera convenables et sous réserve du principe du traitement non discriminatoire :

1. Des prohibitions, des restrictions ou des règlements pour la mise en vigueur des lois de police ou fiscales, y compris les lois prohibant ou restreignant l'importation, l'exportation ou la vente de l'opium, de la feuille de coca, de leurs dérivés et de toutes

The nationals of each of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other, enjoy the most constant protection and security for their persons and their property and shall, in this respect, enjoy the same rights and privileges as are or may hereafter be granted to nationals of the State of residence, provided that they conform to the laws of the country and subject to the observance and enforcement of the laws and regulations concerning foreigners.

They shall be exempt in the territory of the other Party from all military service in the regular army, guard or militia, and from all personal military obligations, as well as from all contributions in money or in kind, collected in lieu of such service or such obligations. They shall further be exempt from any forced loan or extraordinary contribution. They shall be liable, in time of peace or in time of war, subject to the foregoing reservations, only to military requisitions imposed on nationals, and they shall reciprocally be entitled to receive the compensation prescribed in the case of nationals by the laws in force in the respective countries. In regard to the foregoing, the nationals of each High Contracting Party shall not be treated in the territory of the other any less favourably than are or may hereafter be the nationals of the most favoured nation.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall, throughout the territory of the other Party, enjoy complete liberty of conscience. They may build and own churches, engage in the private or public exercise of their religion, establish, possess and maintain cemeteries according to their religious customs and found educational institutions and religious and charitable associations and hospitals, provided that they conform to the laws, decrees and regulations of the country.

Article III.

Dwellings, warehouses, factories and stores and all other property belonging to nationals of either of the High Contracting Parties in the territory of the other, together with all premises connected therewith, and employed either for residential purposes or for trade, shall be respected. It shall not be allowable to make domiciliary visits to or searches of such buildings or premises or to examine or inspect books, papers or accounts except subject to the conditions and in accordance with the procedure prescribed by the laws, decrees and regulations applicable to nationals of the State of residence.

Article IV.

The nationals of either High Contracting Party shall be entitled to proceed freely with their vessels and cargoes to all the places, ports and rivers in the territories of the other, which are or may hereafter be open to foreign navigation and commerce, subject always to the observance of the laws of the country to which they have thus proceeded.

Neither High Contracting Party shall establish or maintain prohibitions or restrictions on imports from or exports to the territories of the other Party which are not applied to the importation or exportation of any like articles coming from or despatched to any other country. Any withdrawal of an import or export prohibition or restriction which is granted even temporarily by one of the High Contracting Parties in favour of the articles of a third country shall apply immediately and unconditionally to like articles coming from or despatched to the territories of the other Party. In the event of the establishment of quotas or any form of quantitative limitation in respect of the importation or exportation of articles subject to restriction, each of the High Contracting Parties agrees, in regard to imports coming from the territories of the other Party or exports despatched to those territories, to grant equitable quotas in the allocation of the quantity of goods subject to restriction the importation or exportation of which may be authorised.

Nothing in this Treaty shall be construed in such a way as to restrict the right of either High Contracting Party to impose, subject to such conditions as he may see fit, and subject to observance of the principle of non-discriminatory treatment:

- (1) Prohibitions, restrictions or regulations for the enforcement of police or revenue laws, including laws prohibiting or restricting the importation, exportation or sale of opium, coca leaves, their derivatives and any other narcotic substances or any other

autres substances narcotiques, ainsi que toutes autres lois visant des articles dont la production, la consommation, la vente ou le transport intérieurs, sont ou seront défendus ou restreints par la loi nationale ;

2. Des prohibitions ou restrictions concernant le commerce ou le trafic des armes et munitions de guerre, et dans les circonstances exceptionnelles de tout autre matériel exigé par la guerre, étant entendu que chacune des Hautes Parties contractantes peut, dans le cas où elle est engagée dans une guerre, mettre en vigueur toute restriction à l'importation ou à l'exportation qui peut être exigée par l'intérêt national ;

3. Des prohibitions ou restrictions nécessaires pour la protection de la sécurité ou de la santé nationales ou publiques, ou pour la protection de la vie animale ou végétale contre les maladies, les fléaux nuisibles ou la disparition ;

4. Des prohibitions ou restrictions affectant les articles qui, en ce qui concerne la production ou le commerce, sont ou pourront être par la suite l'objet dans le pays d'un monopole exercé par l'Etat ou sous son contrôle.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront libre accès aux Cours de Justice de l'autre pour la poursuite et la défense de leurs droits ; ils seront libres, au même titre que les nationaux de l'Etat de résidence et les ressortissants de la nation la plus favorisée, dans le choix et l'emploi d'hommes de loi, avocats et mandataires chargés de poursuivre et défendre leurs droits devant ces Cours.

Aucune condition ni obligation ne seront imposées aux ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes en ce qui concerne cet accès aux Cours de Justice de l'autre qui ne s'appliqueraient pas aux nationaux de l'Etat de résidence ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article VI.

Les sociétés de caractère économique de toute nature, civiles, commerciales, industrielles, financières et d'assurances, constituées conformément à la législation de l'une des Hautes Parties contractantes, sont reconnues par l'autre comme existant régulièrement, sous réserve que rien dans leur constitution ou leur objet ne soit contraire à l'ordre public sur le territoire de cette dernière Partie.

En ce qui concerne leur capacité et le droit d'ester en justice, comme en ce qui concerne leur constitution, elles seront traitées d'après leur loi nationale.

Elles seront autorisées, ainsi que leurs filiales, succursales et agences, à s'établir sur le territoire de l'autre pays et, sous la condition de se conformer aux lois de ce pays, à y exercer leur industrie et tous les droits reconnus aux personnes physiques par les dispositions du présent traité.

Les sociétés ainsi que leurs succursales et agences ne seront pas soumises sur le territoire des Hautes Parties contractantes à des droits, taxes, impôts et contributions, sous quelque dénomination que ce soit et sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, autres ou plus élevés que ceux supportés par les sociétés du pays.

En ce qui concerne les impôts calculés sur le capital, les revenus ou bénéfices, les sociétés, leurs filiales, succursales ou agences ne seront taxées dans ce pays, selon la nature des impôts, qu'à raison de la part d'actif qui y est investie, des biens qu'elles y possèdent, des titres qui y circulent, des bénéfices qu'elles y réalisent ou des affaires qu'elles y font.

Les dispositions du présent article s'appliqueront aux établissements industriels ou commerciaux appartenant à des particuliers.

Article VII.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre, d'une parfaite égalité de traitement avec les nationaux de l'Etat de résidence et avec les ressortissants de la nation la plus favorisée, en tout ce qui concerne les taxes de transit, l'entreposage, les facilités, l'examen et l'évaluation des marchandises et des drawbacks.

laws relating to articles, the internal production, consumption, sale or transport of which is or may hereafter be forbidden or restricted by the national law ;

(2) Prohibitions or restrictions relating to the trade or traffic in arms and ammunition and, in exceptional circumstances, any other materials needed in war, it being understood that either High Contracting Party may, in the event of his being engaged in a war, enforce any import or export restriction that may be required in the national interest ;

(3) Prohibitions or restrictions necessary for the protection of national or public security or health, or for the protection of animals or plants against diseases, harmful pests or extinction ;

(4) Prohibitions or restrictions in respect of articles which, as regards production or trade, are or may hereafter be subject within the country to a monopoly exercised by or under the control of the State.

Article V.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall have free access to the Courts of Justice of the other Party, both for the enforcement and for the defence of their rights. They shall be at liberty, equally with nationals of the State of residence and with the nationals of the most favoured nation, to choose and employ lawyers, advocates and representatives for the purpose of enforcing and defending their rights before such Courts.

No condition or requirement shall be imposed on nationals of either High Contracting Party in respect of such access to the Courts of Justice of the other which does not apply to nationals of the State of residence or to nationals of the most favoured nation.

Article VI.

Companies of an economic character of all kinds, civil, commercial, industrial, financial and insurance, constituted in accordance with the laws of one of the High Contracting Parties, shall be recognised by the other as regularly existing, provided that nothing in their constitution or their object is contrary to public order in the territory of the latter Party.

As regards their powers and the right to appear in Court, and also as regards their constitution, they shall be treated in accordance with the provisions of their national law.

They and also their associated companies, branches and agencies shall be authorised to establish themselves in the territory of the other country and, provided that they conform to the laws of that country, to carry on their business and to exercise all the rights therein which physical persons are entitled to exercise in accordance with the provisions of the present Treaty.

Such companies, their branches and agencies shall not be subject in the territory of the High Contracting Parties to any duties, charges, taxes or levies of any description, and for whatever purpose collected, other or higher than those imposed on companies of the country.

As regards taxes based on capital, income or profits, such companies, their associated companies, branches and agencies shall be taxed in the country in question, according to the nature of the tax, only in proportion to that portion of their assets which is invested there, of the property which they possess there, of the securities which are kept there, of the profits which they make there, or of the business which they transact there.

The provisions of the present Article shall apply to industrial and commercial establishments belonging to private individuals.

Article VII.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall, in the territories of the other, enjoy complete equality of treatment with nationals of the State of residence and with nationals of the most favoured nation in all that relates to transit charges, warehousing, facilities, examination and appraisement of goods and drawbacks.

Article VIII.

Aucune taxe de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou aucune autre taxe similaire ou correspondante de quelque nature que ce soit ou de quelque dénomination que ce soit prélevée au nom du gouvernement, des fonctionnaires publics, des personnes privées, des corporations ou établissements de quelque sorte, ou pour leur profit, ne sera imposée dans les ports des territoires de chacun des pays aux vaisseaux de l'autre pays qui ne serait pas également et dans les mêmes conditions imposée dans des cas similaires sur les vaisseaux d'une tierce Puissance. Cette égalité de traitement s'appliquera réciproquement aux vaisseaux respectifs, quel que soit le port ou le lieu d'où ils arrivent et quel que soit le lieu de leur destination.

Article IX.

Il est convenu que les tarifs douaniers applicables aux produits naturels ou fabriqués de chacune des Hautes Parties contractantes importés sur le territoire de l'autre seront réglementés par les lois intérieures du pays d'importation.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'oblige, en tout ce qui concerne le montant et la perception des tarifs douaniers et des taxes sur les importations et les exportations de tout genre, à accorder aux ressortissants, vaisseaux ou marchandises de l'autre, le bénéfice de toute faveur, privilège ou immunité qu'elle accorde ou pourra accorder par la suite aux ressortissants, vaisseaux ou marchandises de tout autre Etat, sans considérer si cet autre Etat aura bénéficié de ce traitement à titre gratuit ou en retour de compensations réciproques.

Article X.

En ce qui concerne la protection de la propriété industrielle, l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, les noms commerciaux, les dessins, la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises et la protection des œuvres littéraires et artistiques, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie de la même protection que les nationaux.

Article XI.

Chacune des Hautes Parties contractantes permettra, sous réserve des dispositions de l'article IV, l'importation ou l'exportation de toute marchandise qui peut légalement être importée ou exportée, et également le transport des voyageurs venant de leurs territoires respectifs ou s'y rendant, sur les vaisseaux de l'autre ; ces vaisseaux, leurs cargaisons et leurs passagers jouiront des mêmes privilèges que les vaisseaux de la nation la plus favorisée, leurs cargaisons et leurs passagers et ils ne seront pas soumis à d'autres taxes ou à des taxes plus élevées.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront aussi du même traitement pour le transport par chemins de fer de leurs personnes, de leurs effets et de leurs marchandises.

Article XII.

Les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention ¹ et du Statut de Genève du 9 décembre 1923 sur le Régime international des Ports maritimes, y compris ses Annexes et Protocole.

La nationalité des navires sera reconnue par les Hautes Parties contractantes, conformément aux lois et règlements de chacune d'elles et sera constatée d'après les documents et patentes se trouvant à bord et établis par les autorités compétentes.

Article XIII.

Tout navire de l'une des Hautes Parties contractantes qui sera contraint par la tempête ou par tout autre cas de force majeure à chercher refuge dans un port de l'autre Partie sera libre de

¹ Vol. LVIII, page 285 ; vol. LXIX, page 102 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. CVII, page 491 ; vol. CXVII, page 184 ; vol. CXXII, page 349 ; vol. CXLII, page 342 ; et vol. CXLVII, page 332, de ce recueil.

Article VIII.

No tonnage, port, pilotage, lighthouse or quarantine charges or other similar or corresponding charges of any kind or however described, levied on behalf of the Government, public officials, private individuals, corporations or establishments of any kind or for their benefit, shall be imposed in the ports of the territories of either country in respect of vessels of the other country which are not equally and on the same conditions imposed in similar cases in respect of vessels of any third Power. This equality of treatment shall apply reciprocally to the vessels in question regardless of the port or place from which they come and of the place to which they are bound.

Article IX.

It is agreed that the Customs tariffs applicable to the natural and manufactured products of either High Contracting Party imported into the territory of the other shall be governed by the internal laws of the importing country.

Each of the High Contracting Parties undertakes, in everything relating to the amount and the method of collection of Customs tariffs and charges on imports and exports of all kinds, to grant to the nationals, vessels or goods of the other Party the benefit of any favour, privilege or immunity which the High Contracting Party in question grants or may hereafter grant to the nationals, vessels or goods of any other State, irrespectively of whether such other State benefited from such treatment gratuitously or in return for reciprocal compensations.

Article X.

In regard to protection of industrial property, the international registration of factory marks and trade-marks, commercial names and designs, and the suppression of false indications of origin on goods and the protection of literary and artistic works, the nationals of each High Contracting Party shall, in the territory of the other Party, enjoy the same protection as the nationals of the latter Party.

Article XI.

Each of the High Contracting Parties shall, subject to the provisions of Article IV, permit the importation or exportation of all goods which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers coming from or proceeding to their respective territories, on the vessels of the other, and such vessels, their cargoes and their passengers shall enjoy the same privileges as and shall not be subject to any other or higher charges than the vessels of the most favoured nation, their cargoes and their passengers.

The nationals of each High Contracting Party shall also enjoy the same treatment as regards the carriage by rail of their persons, their effects and their goods.

Article XII.

The High Contracting Parties shall apply in their reciprocal relations the provisions of the Convention¹ and Statute on the International Régime of Maritime Ports, including the Annexes and Protocol thereto, signed at Geneva on December 9th, 1923.

The nationality of vessels shall be recognised by the High Contracting Parties in accordance with the laws and regulations of each Party and shall be determined in accordance with the documents and licences carried on board and drawn up by the competent authorities.

Article XIII.

Any vessel of either High Contracting Party which is compelled by stress of weather or by any other case of *force majeure* to seek refuge in a port of the other Party shall be entitled to carry

¹ Vol. LVIII, page 285 ; Vol. LXIX, page 102 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. CVII, page 491 ; Vol. CXVII, page 184 ; Vol. CXXII, page 349 ; Vol. CXLII, page 342 ; and Vol. CXLVII, page 332, of this Series.

s'y faire réparer, de s'y procurer tous les approvisionnements nécessaires et de reprendre la mer, sans payer d'autres droits que ceux dont devraient s'acquitter, dans les mêmes circonstances, les navires nationaux. Toutefois, dans le cas où le capitaine d'un navire de commerce se trouverait dans la nécessité, pour s'acquitter des dépenses faites à cette occasion, de vendre tout ou partie de sa cargaison, il sera tenu de se conformer aux règlements et aux tarifs en vigueur dans le lieu où il a dû s'arrêter.

Au cas où un navire de l'une des Hautes Parties contractantes viendrait à s'échouer ou à faire naufrage sur les côtes de l'autre Partie, les autorités locales devront immédiatement en aviser l'officier consulaire de la Partie intéressée, dans la circonscription duquel a eu lieu l'événement, ou son officier consulaire le plus proche et veiller à ce que le navire reçoive secours et assistance.

Ce navire échoué ou naufragé, tous ses débris ou accessoires, toutes fournitures lui appartenant et tous les effets et marchandises qui en seront sauvés, y compris toutes choses qui auront été jetées à la mer, ou le produit desdits objets en cas de vente, ainsi que tous les papiers trouvés à bord, seront remis à leurs propriétaires ou aux représentants de ces derniers sur la demande qu'ils en feront. Si ces propriétaires ou leurs représentants ne se trouvent pas sur les lieux, le reliquat des biens énumérés ci-dessus ou du produit de leur vente, après paiement des dépenses de sauvetage, de conservation et de vente, et les papiers trouvés à bord seront remis à l'officier consulaire compétent de celle des Hautes Parties contractantes à laquelle appartient le navire échoué ou naufragé, à condition que cet officier consulaire en fasse la demande dans le délai fixé par les lois, ordonnances et règlements du pays où a eu lieu le naufrage ou l'échouement. En tout cas, cet officier consulaire, ces propriétaires ou leurs représentants acquitteront seulement les dépenses engagées pour la conservation de la propriété, ainsi que les frais occasionnés par les opérations de sauvetage et tous autres qu'auraient payés en pareil cas les navires nationaux.

Les biens et les marchandises sauvés du naufrage ou de l'échouement seront exempts de tous droits de douane, à moins que ces biens et marchandises ne soient livrés à la consommation intérieure, auquel cas ils acquitteront les droits ordinaires.

En cas de refuge, de naufrage ou d'échouement, l'officier consulaire de l'Etat auquel appartient le navire en cause sera, en l'absence des propriétaires ou de leurs représentants, ou, si ceux-ci sont présents, sur leur requête, autorisé à intervenir en vue d'assurer les secours nécessaires aux ressortissants de cet Etat.

Article XIV.

Les bâtiments de guerre de chacune des Hautes Parties contractantes pourront entrer, séjourner et procéder à des réparations dans tous les ports et autres lieux dépendant de l'autre Partie, où il est donné accès aux bâtiments de guerre de toute autre nation. Ils y seront soumis aux mêmes règlements et jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et immunités que ceux qui sont actuellement ou qui pourront ultérieurement être accordés aux bâtiments de guerre de toute autre nation.

Article XV.

Les officiers consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation. Ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui surviendraient entre le capitaine, les officiers du navire et les matelots et, spécialement, celles relatives à l'accomplissement du contrat d'engagement. Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seront de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public, à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée. Dans tous les autres cas, les autorités locales se borneront à prêter leur appui à l'autorité consulaire pour faire arrêter tout marin inscrit sur le rôle d'équipage contre qui elle jugerait convenable de requérir cette mesure.

Les officiers consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur patrie, les marins ou toute autre personne faisant partie,

out repairs there, to obtain all the necessary stores and to put to sea again, without paying any charges other than those which national vessels would be called upon to pay in similar circumstances. Nevertheless, in the event of the captain of a merchant vessel finding it necessary, in order to meet expenditure in this connection, to sell the whole or part of his cargo, he shall be required to comply with the regulations and tariffs in force in the place where he has had to stop.

In the event of a vessel belonging to either High Contracting Party being stranded or wrecked on the coasts of the other Party, the local authorities shall immediately advise the Consular Officer of the Party concerned within whose area the stranding or wreck has taken place, or his nearest Consular Officer, and shall ensure that the vessel receives help and assistance.

If a vessel has been stranded or wrecked, all the wreckage of the vessel and its accessories, all equipment belonging to it and all effects and goods which are salvaged from it, including everything which has been thrown into the sea, or the yield of the said objects if sold, together with all the papers found on board, shall be handed over to their owners, or to the representatives of the latter, at their request. If the owners or their representatives are not present, the balance of the above-mentioned property or of the yield of the sale thereof, after payment of the expenses incurred for the salvage, preservation and sale thereof, together with the papers found on board, shall be handed over to the competent Consular Officer of the High Contracting Party to whom the stranded or wrecked vessel belongs, provided that such Consular Officer makes a request to that effect within the time-limit specified in the laws, decrees and regulations of the country in which the vessel has been wrecked or stranded. In any case, such Consular Officer or the owners or their representatives shall defray only the costs incurred for the preservation of the property, together with the expenses occasioned by the salvage operations and any others which national vessels would have paid in similar circumstances.

The goods and merchandise saved from the wreck or stranding shall be exempt from all Customs duties unless they are disposed of for consumption within the country, in which case they shall be liable to the ordinary duties.

In the event of a vessel seeking refuge or being wrecked or stranded, the Consular Officer of the State to which the vessel in question belongs shall, in the absence of the owners or their representatives, or, if the latter are present, at their request, be entitled to intervene with a view to ensuring the necessary relief to the nationals of the State in question.

Article XIV.

The warships of each of the High Contracting Parties may enter all the ports and other places belonging to the other Party access to which is accorded to the warships of any other nation and may stay and execute repairs there. They shall be subject there to the same regulations and shall enjoy the same honours, advantages, privileges and immunities as those which are at present or which may in future be granted to the warships of any other nation.

Article XV.

The Consular Officers of each of the High Contracting Parties shall be exclusively responsible for the maintenance of internal order on board the merchant vessels of their nation. They shall themselves settle any disputes of whatever nature that may arise between the captain, the officers of the vessel and the seamen, including, in particular, those relating to the carrying out of the contract of engagement. The local authorities may not intervene except when disorders which have occurred on board vessels are of such a nature as to disturb tranquillity and public order on shore or in the port or when a person who is a national of the country or who is not a member of the crew is implicated therein. In all other cases, the local authorities shall confine themselves to lending their support to the Consular authority for the purpose of arresting any seaman whose name is included in the muster-roll against whom the latter authority may deem it necessary to request such action.

The Consular Officers of each of the High Contracting Parties may cause to be arrested and sent back either on board ship or to their own country the seamen or any other person forming

à quelque titre que ce soit, des équipages des navires de guerre de leur nation, qui auraient déserté sur le territoire de l'autre Partie.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, en produisant les registres du bâtiment ou le rôle d'équipage ou, à défaut de ces documents, un extrait authentique, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera, en outre, auxdits officiers consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus à la demande écrite et aux frais de l'autorité consulaire jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si toutefois cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés, moyennant un avis donné à l'officier consulaire trois jours à l'avance, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés à nouveau pour la même cause.

Si le déserteur a commis quelque crime ou délit à terre, l'autorité locale pourra surseoir à la remise jusqu'à ce que les tribunaux aient rendu leur sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution.

Article XVI.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans les villes et les ports de l'autre Partie où cela lui paraîtra utile, et où les officiers consulaires d'autres Puissances pourraient être autorisés à résider.

Les chefs de consulats généraux, consulats, vice-consulats et agences consulaires sur la présentation de leurs provisions, seront admis et reconnus selon les règles et formalités établies dans le pays de leur résidence. L'exequatur nécessaire pour le libre exercice des fonctions desdits agents leur sera délivré sans retard et sans frais.

Sous conditions de réciprocité ils exerceront tous les pouvoirs et attributions et ils jouiront de tous les honneurs, privilèges, exemptions et immunités qui sont généralement admis par le droit international ou qui seront accordés par ledit gouvernement aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Article XVII.

En cas de décès d'un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre, si le défunt ne laisse dans le pays où il est décédé ni héritier connu ni exécuteur testamentaire nommé par lui, les autorités locales compétentes devront immédiatement donner avis de son décès à l'officier consulaire de l'Etat dont le défunt est ressortissant, dans la circonscription duquel le décès a eu lieu. A la demande des officiers consulaires intéressés, l'autorité locale compétente complétera ledit avis par la remise d'une expédition, en due forme et sans frais, de l'acte de décès ou de la pièce qui en tient lieu.

Si, après décès, un ressortissant français laisse des biens au Siam, ou si un sujet siamois laisse des biens en France, et que les ayants-droit à la succession, ou certains d'entre eux, soient inconnus, ou soient absents ou incapables et non représentés, les officiers consulaires intéressés auront le droit de requérir l'apposition ainsi que la levée des scellés sur tous meubles, effets et papiers du défunt et d'assister à l'accomplissement de cette formalité. Ils veilleront à ce que l'autorité compétente recherche s'il y a un testament et ils recevront communication de tous renseignements et documents qui leur permettront de retrouver les ayants-droit. Ils pourront, conformément aux lois de leurs pays respectifs et dans la mesure où la législation locale le permet, procéder eux-mêmes à la liquidation de la succession, ou nommer un administrateur pour y procéder. Dans tous les cas où quelque contestation serait soulevée, il sera statué sur celle-ci par les tribunaux compétents du pays où les biens sont situés. L'intervention consulaire ne sera plus admise dès qu'il aura été constaté qu'il n'y a pas d'ayants-droit de la nationalité de l'officier consulaire.

Lorsque des ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes, absents ou incapables et non représentés, seront intéressés dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre Partie,

part in any capacity of the crews of warships of their nation who have deserted in the territory of the other Party.

For this purpose they must apply in writing to the competent local authorities and prove, by producing the ship's papers or the muster-roll, or, failing these documents, an exemplified extract therefrom, that the persons claimed were in fact members of the crew.

If an application is put forward in this manner with the necessary proofs, the deserters must be handed over.

Further, every help and assistance shall be accorded to the said Consular Officers with a view to the discovery and arrest of such deserters. The latter shall be confined in the prisons of the country and detained there, on the written request and at the expense of the Consular authority, until they are sent back to the vessel or until an opportunity arises for repatriating them. If, however, such an opportunity does not arise within a period of two months as from the date of arrest, or if the cost of their detention is not regularly paid, the said deserters shall, subject to three days' notice being given in advance to the Consular Officer, be released and may not be arrested again for the same cause.

If a deserter has committed some crime or offence on shore, the local authority may postpone handing him over until the Courts have pronounced judgment and such judgment has been duly and fully executed.

Article XVI.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents to reside in any towns and ports of the other Party in which he may deem it desirable and in which the Consular Officers of other Powers may be authorised to reside.

The heads of Consulates-General, Consulates, Vice-Consulates and Consular Agencies shall, on presentation of their credentials, be admitted and recognised according to the rules and formalities prescribed in the country of their residence. The *exequatur* necessary for the free discharge of the duties of such Agents shall be issued to them without delay and without charge.

Subject to the observance of reciprocity, they shall exercise all the powers and attributions and enjoy all the honours, privileges, exemptions and immunities which are generally recognised by international law or which are accorded by the Government in question to the Consular Officers of the most favoured nation.

Article XVII.

In the event of the death of a national of one of the High Contracting Parties in the territory of the other, if the deceased leaves no known heir and no testamentary executor appointed by him in the country in which he died, the competent local authorities shall immediately notify his death to the Consular Officer of the State of which the deceased was a national in whose district the death took place. At the request of the Consular Officers concerned, the competent local authority shall supplement such notification by the transmission of a copy, in due form and without charge, of the death certificate or of the document taking the place of such certificate.

If a French national dies and leaves property in Siam, or if a Siamese subject dies and leaves property in France, and the persons entitled to succeed, or some of them, are unknown, or are absent or incapable or unrepresented, the Consular Officers concerned shall be entitled to request the placing and removal of seals on all the furniture, effects and papers of the deceased and to be present when such formality is carried out. They shall ensure that the competent authority takes steps to ascertain whether a will exists, and all information and documents which may enable them to ascertain the persons entitled to succeed shall be communicated to them. They may themselves, in accordance with the laws of their respective countries and in so far as the local laws permit, proceed to carry out the winding-up of the estate or appoint an administrator for the purpose of proceeding thereto. In any case in which a dispute arises, a decision thereon shall be given by the competent Courts of the country in which the property is situated. Consular intervention shall not be authorised if it is duly ascertained that there are no persons entitled to succeed who are of the nationality of the Consular Officer.

If nationals of one of the High Contracting Parties who are absent, incapable or unrepresented are interested in a succession opened in the territory of the other Party, the Consular Officers

les officiers consulaires intéressés, si le défunt n'est pas leur ressortissant, auront qualité pour requérir l'apposition des scellés sur tous meubles, effets, papiers du défunt, pour assister à l'inventaire et pour provoquer la nomination par l'autorité locale compétente d'un administrateur de la succession, qui sera choisi sur leur présentation parmi les personnes désignées par la loi ou par l'usage pour remplir cette fonction. Ils auront le droit de requérir cet administrateur de leur communiquer tous renseignements concernant la liquidation de la succession. Leur intervention ne sera plus admise dès que tous les ayants-droits de même nationalité qu'eux seront présents ou représentés.

Lorsque les ressortissants de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes seront intéressés dans la succession d'un national d'une tierce Puissance, les stipulations de l'alinéa précédent ne pourront porter atteinte aux droits reconnus par le gouvernement local aux officiers consulaires de l'Etat auquel appartenait le défunt.

Article XVIII.

Il est entendu par les Hautes Parties contractantes que les stipulations du présent traité n'affectent, ne remplacent ou ne modifient en aucune manière les lois, ordonnances et règlements concernant le commerce, la naturalisation, l'immigration, le séjour et l'admission au travail et à l'artisanat des étrangers, la police et la sécurité publique qui sont en vigueur ou qui pourront être édictés dans chacun des deux pays pourvu qu'ils ne constituent pas une mesure de discrimination particulièrement dirigée contre les ressortissants de l'autre Partie.

Article XIX.

Sont exemptés des dispositions des articles IX, XI et XII et demeurent exclusivement régis par la législation nationale :

- 1^o Le cabotage national ;
- 2^o L'exercice de la pêche et de la chasse des animaux de mer dans les eaux territoriales et les avantages particuliers dont les produits de la pêche nationale sont ou seront l'objet ;

3^o Les avantages que chacune des Hautes Parties contractantes accorde ou pourrait accorder à ses ressortissants en vue de favoriser le développement de sa marine marchande à titre, soit de primes ou de subventions pour la construction ou l'acquisition de navires de commerce, soit de primes ou engagements quelconques à la marine marchande ;

4^o Le service maritime des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage et l'organisation des services de sauvetage et d'assistance maritime ;

5^o a) Le trafic entre la France et la Tunisie, la France et les colonies françaises, ces colonies entre elles et avec la Tunisie ; toutefois, pour ces trafics, les navires siamois jouiront du traitement de la nation la plus favorisée ;

b) Les avantages particuliers qui seraient accordés en matière de navigation en France, en Tunisie et dans les colonies françaises, aux transports en provenance du Maroc et des pays sous mandat.

Article XX.

Les dispositions du présent traité relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliqueront pas :

1. Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un Etat limitrophe pour faciliter le trafic frontalier ;
2. Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un Etat tiers en vertu d'une union douanière ;
3. Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés, en raison d'accords particuliers, à un Etat tiers, en vue d'éviter les cas de double imposition ou d'assurer une protection réciproque en matière fiscale ;

concerned shall, if the deceased is not a national of their country, be entitled to request the placing of seals on all the furniture, effects and papers of the deceased, to be present when the inventory is made and to cause to be appointed by the competent local authority an administrator of the estate who shall be chosen on their recommendation from amongst the persons designated by law or by custom for the purpose of discharging such duty. They shall be entitled to request such administrator to communicate to them full information concerning the winding-up of the estate. They shall not be permitted to intervene if all the persons entitled to succeed who are of the same nationality as themselves are present or represented.

If nationals of either of the High Contracting Parties are interested in the estate of a national of a third Power, the provisions of the preceding paragraph shall not affect the rights granted by the local Government to the Consular Officers of the State to which the deceased belonged.

Article XVIII.

It is agreed by the High Contracting Parties that the provisions of the present Treaty shall not affect, replace or modify in any way the laws, decrees and regulations concerning trade, naturalisation, immigration, residence in the country, authorisation to work or to carry on a trade in the case of foreigners, police and public security which are in force or which may hereafter be enacted in either of the two countries, provided that they do not constitute a discriminatory measure specially directed against the nationals of the other Party.

Article XIX.

The following shall be excluded from the application of the provisions of Articles IX, XI and XII and shall continue to be governed solely by national laws :

- (1) The national coasting trade ;
- (2) Fishing and the catching of sea animals in the territorial waters and any special advantages that are or may hereafter be granted in respect of the produce of national fisheries ;
- (3) Advantages which either High Contracting Party grants or may hereafter grant to his nationals with a view to encouraging the development of his merchant navy, either by means of premiums or subsidies for the building or purchase of merchant vessels or by means of subsidies or grants of any form to the merchant navy ;
- (4) Harbour, shore and roadstead services, including pilotage, towage and the organisation of salvage and maritime assistance services ;
- (5) (a) Traffic between France and Tunis and between France and the French colonies, and traffic between those colonies themselves and between those colonies and Tunis ; in the case of such traffic, however, Siamese vessels shall enjoy most-favoured-nation treatment ;
(b) Any special advantages that may be granted in respect of navigation in France, Tunis and the French colonies to vessels coming from Morocco and mandated territories.

Article XX.

The provisions of the present Treaty concerning most-favoured-nation treatment shall not apply to :

- (1) Any advantages which are or which may hereafter be granted to an adjoining State for the purpose of facilitating frontier traffic ;
- (2) Any advantages which are or which may hereafter be granted to a third State in virtue of a Customs Union ;
- (3) Any advantages which are or which may hereafter be granted, in virtue of special agreements, to a third State for the purpose of avoiding double taxation or of ensuring reciprocal protection in fiscal matters ;

4. Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un Etat limitrophe en ce qui concerne la navigation sur des voies d'eau frontières sans communication avec la mer ou à leur utilisation.

Article XXI.

Conformément aux principes énoncés dans le Pacte de la Société des Nations, les Hautes Parties contractantes conviennent d'appliquer les dispositions de l'Acte¹ général pour le règlement pacifique des différends internationaux, adopté le 26 septembre 1928 par l'Assemblée de la Société des Nations, au règlement des questions litigieuses qui surgiraient entre elles dans l'avenir et qui ne pourraient être résolues par la voie diplomatique.

Article XXII.

Le présent traité sera, à partir de la date de sa mise en vigueur, substitué au Traité² d'Amitié, de Commerce et de Navigation conclu à Bangkok, le 14 février 1925. Il annulera, en outre, à dater du même jour, les autres traités, conventions et arrangements passés entre le Siam et la France, exception faite toutefois des clauses relatives à la définition et à la délimitation des frontières, à leur garantie et à la démilitarisation de la frontière du Mékong (contenues dans le Traité³ du 3 octobre 1893, la Convention⁴ du 13 février 1904, le Traité⁵ du 23 mars 1907 et son Protocole annexe et le Traité du 14 février 1925) ainsi que de la Convention⁶ relative à l'Indochine, signée à Bangkok le 25 août 1926, et des arrangements prévus par elle. Il est entendu d'ailleurs que le présent traité sera, à dater de sa mise en vigueur, substitué au Traité du 14 février 1925 en ce qui concerne les relations du Siam et de l'Indochine, dans la mesure où ses dispositions ne seront pas incompatibles avec celles de la convention dont il s'agit et des arrangements prévus par elle.

Les dispositions du présent traité pourront être ultérieurement étendues en tout ou en partie aux colonies et possessions françaises ainsi qu'aux pays placés sous le protectorat ou le mandat de la France par une déclaration concertée entre les deux gouvernements.

Article XXIII.

Le présent traité produira ses effets du jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant une période de cinq ans à partir de cette date.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aura notifié, douze mois avant l'expiration des dites cinq années, son intention d'y mettre fin, le présent traité continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Cette dénonciation ne saurait avoir pour effet de faire revivre aucun des traités, conventions, arrangements ou accords abrogés par le présent traité.

Article XXIV.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bangkok dans le plus bref délai possible.

¹ Vol. XCIII, page 343 ; vol. C, page 260 ; vol. CVII, page 529 ; vol. CXI, page 414 ; vol. CXVII, page 304 ; vol. CLII, page 297 ; vol. CLVI, page 211 ; vol. CLX, page 354 ; vol. CXCVI, page 413 ; et vol. CXCVII, page 304, de ce recueil.

² Vol. XLIII, page 189, de ce recueil.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XX, page 172.

⁴ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXII, page 130.

⁵ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 38.

⁶ Vol. LXIX, page 313, de ce recueil.

(4) Any advantages which are or which may hereafter be granted to an adjoining State with regard to navigation on or use of boundary waterways which are not in communication with the sea.

Article XXI.

In accordance with the principles embodied in the Covenant of the League of Nations, the High Contracting Parties agree to apply the provisions of the General Act¹ for the Pacific Settlement of International Disputes, adopted on September 26th, 1928, by the Assembly of the League of Nations, for the settlement of any disputed questions which may arise between them in the future and which cannot be settled through the diplomatic channel.

Article XXII.

The present Treaty shall, as from the date of its entry into force, replace the Treaty² of Friendship, Commerce and Navigation concluded at Bangkok on February 14th, 1925. It shall also annul, as from the same date, the other Treaties, Conventions and Agreements concluded between Siam and France, with the exception, however, of the clauses relating to the definition and delimitation of the frontiers, the guarantee in respect thereof, and the demilitarisation of the Mekong frontier (contained in the Treaty³ of October 3rd, 1893, the Convention⁴ of February 13th, 1904, the Treaty⁵ of March 23rd, 1907, and the Protocol annexed thereto, and the Treaty of February 14th, 1925) and also the Convention⁶ relating to Indo-China, signed at Bangkok on August 25th, 1926, and the Agreements provided for therein. It is further agreed that the present Treaty shall, as from the date of its entry into force, replace the Treaty of February 14th, 1925, in regard to the relations between Siam and Indo-China in so far as the provisions thereof are not incompatible with those of the Convention in question and of the Agreements provided for therein.

The provisions of the present Treaty may, by a declaration agreed upon between the two Governments, be subsequently extended in whole or in part to French colonies and possessions and to countries placed under French protectorate or mandate.

Article XXIII.

The present Treaty shall take effect on the day of the exchange of ratifications and shall remain in force for a period of five years as from that date.

If, twelve months before the expiration of the said period of five years, neither High Contracting Party has notified his intention of terminating it, the present Treaty shall continue to remain in force until the expiration of a period of one year as from the date on which either High Contracting Party shall have denounced it.

Such denunciation shall not have the effect of bringing into force again any of the Treaties, Conventions, Arrangements or Agreements abrogated by the present Treaty.

Article XXIV.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Bangkok as soon as possible.

¹ Vol. XCIII, page 343 ; Vol. C, page 260 ; Vol. CVII, page 529 ; Vol. CXI, page 414 ; Vol. CXVII, page 304 ; Vol. CLII, page 297 ; Vol. CLVI, page 211 ; Vol. CLX, page 354 ; Vol. CXCVI, page 413 ; and Vol. CXCVII, page 304, of this Series.

² Vol. XLIII, page 189, of this Series.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 87, page 187.

⁴ *British and Foreign State Papers*, Vol. 97, page 961.

⁵ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 1028.

⁶ Vol. LXIX, page 313, of this Series.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, en français, à Bangkok, le septième jour du neuvième mois de la deux mille quatre cent quatre-vingtième année de l'ère bouddhique, correspondant au septième jour du mois de décembre de la mil neuf cent trente-septième année de l'ère chrétienne.

(L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

(L. S.) G. GEORGES-PICOT.

Certified true copy :

Bhadwadi.

Thai Chargé d'Affaires a. i.
4th April, 1940.

PROTOCOLE

Au moment de procéder ce jourd'hui à la signature du nouveau Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation, conclu entre LE ROYAUME DE SIAM et LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes conviennent de ce qui suit :

I.

Ad Article II alinéa 2.

Les mots « dans les mêmes conditions » employés à la première ligne de l'alinéa 2 de l'article II se rapportent au traitement de la nation la plus favorisée comme à l'obligation de se conformer aux lois du pays et à l'effet des dispositions de l'article XVIII.

II.

Ad Article XII paragraphe 2.

Pour l'application de l'article 9 du Statut de Genève, les Hautes Parties contractantes conviennent que les navires de chacun des pays pourront se rendre dans un ou plusieurs ports de l'autre qui sont ou seront ouverts à la navigation et au commerce extérieurs, soit pour débarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leur cargaison en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leur cargaison à destination de l'étranger.

III.

Ad Articles XI et XII.

Les stipulations de la Convention et du Statut de Genève du 9 décembre 1923 sur le Régime international des Ports maritimes n'étant pas applicables aux colonies et possessions françaises ainsi qu'aux pays placés sous le protectorat ou le mandat de la France, il est entendu que pour ce qui est de l'application en Indochine et éventuellement dans les autres territoires d'Outre-Mer des stipulations des articles XI et XII du présent traité et du transport des émigrants, les navires siamois bénéficieront du traitement de la nation la plus favorisée.

IV.

Le présent protocole entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications du traité auquel il est annexé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, en français, à Bangkok, le septième jour du neuvième mois de la deux mille quatre cent quatre-vingtième année de l'ère bouddhique, correspondant au septième jour du mois de décembre de la mil neuf cent trente-septième année de l'ère chrétienne.

(L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

(L. S.) G. GEORGES-PICOT.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in French, at Bangkok, on the seventh day of the ninth month of the two thousand four hundred and eightieth year of the Buddhist era, corresponding to the seventh day of the month of December of the one thousand nine hundred and thirty-seventh year of the Christian era.

(L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

(L. S.) G. GEORGES-PICOT.

PROTOCOL.

On the occasion of the signing this day of the new Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, concluded between THE KINGDOM OF SIAM and THE FRENCH REPUBLIC, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties agree as follows :

I.

Ad Article II, paragraph 2.

The words " subject to the same conditions " employed in the first line of Article II, paragraph 2, relate to the most-favoured-nation treatment and also to the obligation to comply with the laws of the country and to the effect of the provisions of Article XVIII.

II.

Ad Article XII, paragraph 2.

In regard to the application of Article 9 of the Statute of Geneva, the High Contracting Parties agree that the vessels of each of the countries may enter one or more ports of the other which are or which may hereafter be open to foreign navigation and trade, either to land the whole or of their passengers or cargo coming from abroad or to embark the whole or part of their passengers or cargo for conveyance abroad.

III.

Ad Articles XI and XII.

As the provisions of the Convention and Statute of Geneva, of December 9th, 1923, concerning the International Régime of Maritime Ports are not applicable to French colonies and possessions or to countries placed under French protectorate or mandate, it is understood that, in regard to the application in Indo-China and in any other oversea territories of the provisions of Articles XI and XII of the present Treaty, and in regard to the conveyance of emigrants, Siamese vessels shall enjoy most-favoured-nation treatment.

IV.

The present Protocol shall come into force on the date of the exchange of the ratifications of the Treaty to which it is annexed.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in French, at Bangkok, on the seventh day of the ninth month of the two thousand four hundred and eightieth year of the Buddhist era, corresponding to the seventh day of the month of December of the one thousand nine hundred and thirty-seventh year of the Christian era.

(L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

(L. S.) G. GEORGES-PICOT.

ECHANGES DE NOTES

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

BANGKOK, le 7 décembre 1937.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement siamois, se référant à la réserve concernant le droit de propriété immobilière prévu au paragraphe 2 de l'article II du traité signé en date de ce jour, a l'intention de prendre, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des dispositions réservant aux nationaux l'acquisition des immeubles du domaine public c'est-à-dire des immeubles sur lesquels ne se trouve constitué au moment de l'acquisition aucun droit réel.

Les dispositions envisagées ne sauraient toutefois porter atteinte aux droits et situations acquis par les ressortissants français dans le passé, ni, en ce qui concerne l'avenir, à l'établissement de familles isolées et à l'acquisition d'immeubles pour l'exercice des droits prévu au dernier paragraphe de l'article II du traité.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Luang Pradist MANUDHARM,
Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur G. Georges-Picot,
Chargé d'affaires de France,
Bangkok.

II.

LÉGATION DE FRANCE AU SIAM.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BANGKOK, le 7 décembre 1937.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre par laquelle elle a bien voulu me faire connaître que le Gouvernement siamois, se référant à la réserve concernant le droit de propriété immobilière prévu au paragraphe 2 de l'article II du traité signé en date de ce jour, a l'intention de prendre, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des dispositions réservant aux nationaux l'acquisition des immeubles du domaine public c'est-à-dire des immeubles sur lesquels ne se trouve constitué au moment de l'acquisition aucun droit réel.

Les dispositions envisagées ne sauraient toutefois porter atteinte aux droits et situations acquis par les ressortissants français dans le passé, ni, en ce qui concerne l'avenir, à l'établissement de familles isolées et à l'acquisition d'immeubles pour l'exercice des droits prévus au dernier paragraphe de l'article II du traité.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) G. GEORGES-PICOT,
Chargé d'affaires de France.

Son Excellence Luang Pradist Manudharm,
Ministre des Affaires étrangères,
Bangkok.

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

BANGKOK, le 7 décembre 1937.

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord verbal déjà intervenu entre nous aux termes duquel les entreprises de navigation de l'une des Hautes Parties contractantes effectuant le transport des émigrants jouiront, dans l'autre pays, du même traitement à tous égards que les entreprises de navigation nationale, à condition qu'elles se conforment aux lois et règlements en vigueur dans

EXCHANGES OF NOTES.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

BANGKOK, *December 7th, 1937.*

I have the honour to inform you that, with reference to the reservation concerning the right of ownership over immovable property provided for in paragraph 2 of Article II of the Treaty signed this day, the Siamese Government intends to enact, in the interest of national security, provisions reserving to nationals the acquisition of immovable property of the public domain, that is to say, immovable property in respect of which no real right exists at the time of acquisition.

The provisions contemplated will not, however, in any way affect rights and situations acquired by French nationals in the past or, in regard to the future, the settlement of individual families and the acquisition of immovable property for the exercise of the rights provided for in the last paragraph of Article II of the Treaty.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) Luang Pradist MANUDHARM,
Minister for Foreign Affairs.

Monsieur G. Georges-Picot,
Chargé d'Affaires of France,
Bangkok.

II.

FRENCH LEGATION IN SIAM.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BANGKOK, *December 7th, 1937.*

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter in which you were good enough to inform me that, with reference to the reservation concerning the right of ownership over immovable property provided for in paragraph 2 of Article II of the Treaty signed this day, the Siamese Government intends to enact, in the interest of national security, provisions reserving to nationals the acquisition of immovable property of the public domain, that is to say, immovable property in respect of which no real right exists at the time of acquisition.

The provisions contemplated will not, however, in any way affect rights and situations acquired by French nationals in the past or, in regard to the future, the settlement of individual families and the acquisition of immovable property for the exercise of the rights provided for in the last paragraph of Article II of the Treaty.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) G. GEORGES-PICOT,
Chargé d'Affaires of France.

His Excellency Luang Pradist Manudharm,
Minister for Foreign Affairs,
Bangkok.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

BANGKOK, *December 7th, 1937.*

I have the honour to confirm to you the verbal agreement already arrived at between us to the effect that shipping undertakings of either High Contracting Party effecting the conveyance of emigrants shall, in the other country, enjoy in all respects the same treatment as national shipping undertakings, provided that they conform to the laws and regulations in force in such other country.

cet autre pays. Cette égalité de traitement s'applique notamment à leurs agences d'émigration et aux émigrants qu'elles transportent quelle que soit leur provenance.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de ma haute considération.

Monsieur G. Georges-Picot,
Chargé d'affaires de France,
Bangkok.

(Signé) Luang Pradist MANUDHARM,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

LÉGATION DE FRANCE AU SIAM.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BANGKOK, le 7 décembre 1937.

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'accord verbal déjà intervenu entre nous aux termes duquel les entreprises de navigation de l'une des Hautes Parties contractantes effectuant le transport des émigrants jouiront, dans l'autre pays, du même traitement à tous égards que les entreprises de navigation nationale, à condition qu'elles se conforment aux lois et règlements en vigueur dans cet autre pays. Cette égalité de traitement s'applique notamment à leurs agences d'émigration et aux émigrants qu'elles transportent quelle que soit leur provenance.

Je saisis cette occasion Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Son Excellence Luang Pradist Manudharm,
Ministre des Affaires étrangères,
Bangkok.

(Signé) G. GEORGES-PICOT,
Chargé d'affaires de France.

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

BANGKOK, le 7 décembre 1937.

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord verbal intervenu entre nous au sujet du maintien en vigueur de la Convention du 25 août 1926 concernant l'Indochine dans les conditions prévues à l'article 17 de cette convention.

L'article 17 prévoit que la convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période égale à celle pour laquelle le Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation du 14 février 1925 a été conclu, période commençant au jour de l'échange des ratifications de ce traité. L'article XXII du nouveau Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation, signé en date de ce jour, stipulant que ce dernier traité est substitué au traité du 14 février 1925 et l'article XXIII stipulant qu'il est conclu pour cinq ans, la Convention du 25 août 1926 concernant l'Indochine est donc destinée à rester en vigueur, conformément aux principes établis par son article 17, jusqu'à l'expiration d'une période de cinq ans commençant au jour de l'échange des ratifications du nouveau traité, ce qui n'exclut pas une modification à l'amiable.

Il reste entendu que si douze mois avant le terme ainsi défini aucune des Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre Partie son intention de mettre fin à la convention, cette dernière continuera d'être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de ma haute considération.

Monsieur G. Georges-Picot,
Chargé d'affaires de France,
Bangkok.

(Signé) Luang Pradist MANUDHARM,
Ministre des Affaires étrangères.

This equality of treatment will apply in particular to their emigration agencies and to the emigrants whom they convey, from whatever place they come.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) Luang Pradist MANUDHARM,
Minister for Foreign Affairs.

Monsieur G. Georges-Picot,
Chargé d'Affaires of France,
Bangkok.

II.

FRENCH LEGATION IN SIAM.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BANGKOK, December 7th, 1937.

I have the honour to confirm to Your Excellency the verbal agreement already arrived at between us to the effect that shipping undertakings of either High Contracting Party effecting the conveyance of emigrants shall, in the other country, enjoy in all respects the same treatment as national shipping undertakings, provided that they conform to the laws and regulations in force in such other country. This equality of treatment will apply in particular to their emigration agencies and to the emigrants whom they convey, from whatever place they come.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) G. GEORGES-PICOT,
Chargé d'Affaires of France.

His Excellency Luang Pradist Manudharm,
Minister for Foreign Affairs,
Bangkok.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

BANGKOK, December 7th, 1937.

I have the honour to confirm to you the verbal agreement arrived at between us in regard to the maintenance in force of the Convention of August 25th, 1926, concerning Indo-China under the conditions provided for in Article 17 of that Convention.

Article 17 provides that the Convention shall remain in force until the expiration of a period equal to that for which the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of February 14th, 1925, was concluded, that period commencing on the date of the exchange of the ratifications of that Treaty. As Article XXII of the new Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, signed this day, provides that the latter Treaty shall replace the Treaty of February 14th, 1925, and as Article XXIII provides that it is concluded for a period of five years, the Convention of August 25th, 1926, concerning Indo-China will thus remain in force, in accordance with the principles embodied in Article 17 thereof, until the expiration of a period of five years commencing on the date of the exchange of the ratifications of the new Treaty, which, however, does not preclude a modification as the result of a friendly agreement.

It is understood that if, twelve months before the expiration of the period thus specified, neither High Contracting party has informed the other Party of his intention to terminate the Convention, the latter shall continue to be binding for one year after the date on which either of the High Contracting Parties has denounced it.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) Luang Pradist MANUDHARM,
Minister for Foreign Affairs.

Monsieur G. Georges-Picot,
Chargé d'Affaires of France,
Bangkok.

II.

LÉGATION DE FRANCE AU SIAM.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BANGKOK, le 7 décembre 1937.

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'accord verbal intervenu entre nous au sujet du maintien en vigueur de la Convention du 25 août 1926 concernant l'Indochine dans les conditions prévues à l'article 17 de cette convention.

L'article 17 prévoit que la convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période égale à celle pour laquelle le Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation du 14 février 1925 a été conclu, période commençant au jour de l'échange des ratifications de ce traité. L'article XXII du nouveau Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation, signé en date de ce jour, stipulant que ce dernier traité est substitué au traité du 14 février 1925 et l'article XXIII stipulant qu'il est conclu pour cinq ans, la Convention du 25 août 1926 concernant l'Indochine est donc destinée à rester en vigueur, conformément aux principes établis par son article 17, jusqu'à l'expiration d'une période de cinq ans commençant au jour de l'échange des ratifications du nouveau traité, ce qui n'exclut pas une modification à l'amiable.

Il reste entendu que si douze mois avant le terme ainsi défini aucune des Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre Partie son intention de mettre fin à la convention, cette dernière continuera d'être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) G. GEORGES-PICOT,
Chargé d'affaires de France.

Son Excellence Luang Pradist Manudharm,
Ministre des Affaires étrangères,
Bangkok.

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

BANGKOK, le 7 décembre 1937.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, en raison de l'intérêt qu'ont nos deux pays à garantir réciproquement leurs produits naturels ou fabriqués contre toute concurrence déloyale, le Gouvernement siamois s'engage à assurer dès maintenant au Siam aux appellations géographiques d'origine française dûment reconnues qui lui seront notifiées la protection suivante :

I. — Le Gouvernement siamois prendra les mesures nécessaires pour interdire l'emploi des appellations géographiques d'origine française des vins, eaux-de-vie et fromages importés au Siam, et provenant de pays autres que la France.

II. — Le Gouvernement siamois prendra les mesures législatives et administratives nécessaires pour prohiber l'usage, sur le territoire du Siam, des appellations géographiques d'origine française, qui seraient utilisées pour des vins, eaux-de-vie et fromages au Siam.

III. — Il est entendu que l'interdiction de l'emploi des appellations géographiques d'origine française, prévue aux paragraphes précédents, s'appliquera aux fûts, caisses ou emballages, bouteilles et contenants de toutes espèces. Cette interdiction vise également toutes indications qui pourraient figurer dans les documents publicitaires, connaissements, factures, lettres de voitures et tous papiers de commerce ou autres documents.

IV. — Il est également entendu que l'interdiction de l'emploi des appellations géographiques d'origine française sera absolue et que des modifications ou additions telles que les mots « type », « genre », « façon », etc., figurant à côté d'une appellation géographique d'origine française, seront interdites.

II.

FRENCH LEGATION IN SIAM.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BANGKOK, *December 7th, 1937.*

I have the honour to confirm to Your Excellency the verbal agreement arrived at between us in regard to the maintenance in force of the Convention of August 25th, 1926, concerning Indo-China under the conditions provided for in Article 17 of that Convention.

Article 17 provides that the Convention shall remain in force until the expiration of a period equal to that for which the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of February 14th, 1925, was concluded, that period commencing on the date of the exchange of the ratifications of that Treaty. As Article XXII of the new Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, signed this day, provides that the latter Treaty shall replace the Treaty of February 14th, 1925, and as Article XXIII provides that it is concluded for a period of five years, the Convention of August 25th, 1926, concerning Indo-China will thus remain in force, in accordance with the principles embodied in Article 17 thereof, until the expiration of a period of five years commencing on the date of the exchange of the ratifications of the new Treaty, which, however, does not preclude a modification as the result of a friendly agreement.

It is understood that if, twelve months before the expiration of the period thus specified, neither High Contracting Party has informed the other Party of his intention to terminate the Convention, the latter shall continue to be binding for one year after the date on which either of the High Contracting Parties has denounced it.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) G. GEORGES-PICOT,
Chargé d'Affaires of France.

His Excellency Luang Pradist Manudharm,
Minister for Foreign Affairs,
Bangkok.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

BANGKOK, *December 7th, 1937.*

I have the honour to inform you that, in view of the interest of both our countries in reciprocally protecting their natural or manufactured products against any unfair competition, the Siamese Government undertakes to provide forthwith in Siam the following protection for such duly recognised geographical appellations of French origin as shall be notified to it :

I. — The Siamese Government will take the necessary measures to prohibit the use of geographical appellations of French origin in respect of wines, spirits and cheeses imported into Siam and coming from countries other than France.

II. — The Siamese Government will take the necessary legislative and administrative measures in order to prohibit the use, in the territory of Siam, of any geographical appellations of French origin employed in Siam in respect of wines, spirits and cheeses.

III. — It is understood that the prohibition of the use of geographical appellations of French origin provided for in the preceding paragraphs will apply to barrels, cases or packages, bottles and containers of all kinds. This prohibition will apply also to any indications appearing in advertising documents, bills of lading, invoices, way-bills and all commercial papers or other documents.

IV. — It is further understood that the prohibition of the use of geographical appellations of French origin will be absolute and that modifications or additions such as the use of the words " type ", " genre ", " façon ", etc., employed in conjunction with a geographical appellation of French origin, will be prohibited.

V. — Il est entendu, en outre, que les interdictions susvisées seront accompagnées des sanctions appropriées et que le Gouvernement siamois prendra les mesures nécessaires pour réprimer toutes les infractions aux dispositions ci-dessus qui lui auront été signalées.

J'ai pris bonne note des assurances que vous avez bien voulu me donner aux termes desquelles le Gouvernement français s'engage à protéger en France dans les mêmes conditions les appellations géographiques d'origine siamoise dûment reconnues qui lui seront notifiées.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Luang Pradist MANUDHARM,
Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur G. Georges-Picot,
Chargé d'affaires de France,
Bangkok.

II.

LÉGATION DE FRANCE AU SIAM.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BANGKOK, le 7 décembre 1937.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que mon gouvernement a pris bonne note des assurances que Votre Excellence a bien voulu me donner aux termes desquelles le Gouvernement siamois, en raison de l'intérêt qu'ont nos deux pays à garantir réciproquement leurs produits naturels ou fabriqués contre toute concurrence déloyale, s'engage à protéger dans les conditions ci-dessous les appellations géographiques d'origine française dûment reconnues qui lui seront notifiées:

I. — Le Gouvernement siamois prendra les mesures nécessaires pour interdire l'emploi des appellations géographiques d'origine française des vins, eaux-de-vie et fromages importés au Siam, et provenant de pays autres que la France.

II. — Le Gouvernement siamois prendra les mesures législatives et administratives nécessaires pour prohiber l'usage, sur le territoire du Siam, des appellations géographiques d'origine française, qui seraient utilisées pour des vins, eaux-de-vie et fromages au Siam.

III. — Il est entendu que l'interdiction de l'emploi des appellations géographiques d'origine française, prévue aux paragraphes précédents, s'appliquera aux fûts, caisses ou emballages, bouteilles et contenants de toutes espèces. Cette interdiction vise également toutes indications qui pourraient figurer dans les documents publicitaires, connaissements, factures, lettres de voitures et tous papiers de commerce ou autres documents.

IV. — Il est également entendu que l'interdiction de l'emploi des appellations géographiques d'origine française sera absolue et que des modifications ou additions telles que les mots « type », « genre », « façon », etc., figurant à côté d'une appellation géographique d'origine française, seront interdites.

V. — Il est entendu, en outre, que les interdictions susvisées seront accompagnées des sanctions appropriées et que le Gouvernement siamois prendra les mesures nécessaires pour réprimer toutes les infractions aux dispositions ci-dessus qui lui auront été signalées.

Le Gouvernement français s'engage de son côté à protéger en France dans les mêmes conditions les appellations géographiques d'origine siamoise dûment reconnues qui lui seront notifiées.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) G. GEORGES-PICOT,
Chargé d'affaires de France.

Son Excellence Luang Pradist Manudharm,
Ministre des Affaires étrangères,
Bangkok.

V. — It is further understood that the above-mentioned prohibitions will be accompanied by appropriate penalties and that the Siamese Government will take the necessary measures to punish any infringements of the foregoing provisions that have been brought to its notice.

I have duly noted the assurances that you have been good enough to give me to the effect that the French Government undertakes to protect, on the same conditions, in France, such duly recognised geographical appellations of Siamese origin as shall be notified to it.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) Luang Pradist MANUDHARM,
Minister for Foreign Affairs.

Monsieur G. Georges-Picot,
Chargé d'Affaires of France,
Bangkok.

II.

FRENCH LEGATION IN SIAM.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BANGKOK, *December 7th, 1937.*

I have the honour to inform Your Excellency that my Government has duly noted the assurances which Your Excellency has been good enough to give me to the effect that, in view of the interest of both our countries in reciprocally protecting their natural or manufactured products against any unfair competition, the Siamese Government undertakes to protect, under the conditions specified below, such duly recognised geographical appellations of French origin as shall be notified to it :

I. — The Siamese Government will take the necessary measures to prohibit the use of geographical appellations of French origin in respect of wines, spirits and cheeses imported into Siam and coming from countries other than France.

II. — The Siamese Government will take the necessary legislative and administrative measures in order to prohibit the use, in the territory of Siam, of any geographical appellations of French origin employed in Siam in respect of wines, spirits and cheeses.

III. — It is understood that the prohibition of the use of geographical appellations of French origin provided for in the preceding paragraphs will apply to barrels, cases or packages, bottles and containers of all kinds. This prohibition will apply also to any indications appearing in advertising documents, bills of lading, invoices, way-bills and all commercial papers or other documents.

IV. — It is further understood that the prohibition of the use of geographical appellations of French origin will be absolute and that modifications or additions such as the use of the words "type", "genre", "façon", etc., employed in conjunction with a geographical appellation of French origin, will be prohibited.

V. — It is further understood that the above-mentioned prohibitions will be accompanied by appropriate penalties and that the Siamese Government will take the necessary measures to punish any infringements of the foregoing provisions that have been brought to its notice.

The French Government undertakes, for its part, to protect, on the same conditions, in France, such duly recognised geographical appellations of Siamese origin as shall be notified to it.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) G. GEORGES-PICOT,
Chargé d'Affaires of France.

His Excellency Luang Pradist Manudharm,
Minister for Foreign Affairs,
Bangkok.

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

BANGKOK, le 7 décembre 1937.

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord verbal intervenu entre nous aux termes duquel il est entendu que, en matière de statut personnel, leur loi nationale sera appliquée aux ressortissants français, citoyens, sujets ou protégés, par les tribunaux siamois comme la loi siamoise est appliquée aux ressortissants siamois par les tribunaux de France et d'Indochine.

J'attacherais du prix à recevoir du Gouvernement français toutes informations utiles à ce sujet.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Luang Pradist MANUDHARM,
Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur G. Georges-Picot,
Chargé d'affaires de France,
Bangkok.

II.

LÉGATION DE FRANCE AU SIAM.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BANGKOK, le 7 décembre 1937.

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'accord verbal intervenu entre nous aux termes duquel il est entendu que, en matière de statut personnel, leur loi nationale sera appliquée aux ressortissants français, citoyens, sujets ou protégés, par les tribunaux siamois comme la loi siamoise est appliquée aux ressortissants siamois par les tribunaux de France et d'Indochine.

Mon gouvernement se déclare prêt à faire parvenir au Gouvernement siamois toutes informations utiles à ce sujet.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) G. GEORGES-PICOT,
Chargé d'affaires de France.

Son Excellence Luang Pradist Manudharm,
Ministre des Affaires étrangères,
Bangkok.

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

BANGKOK, le 7 décembre 1937.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement siamois, tenant compte des dispositions de la loi française sur la nationalité, est prêt à donner, conformément au principe de la réciprocité, une suite favorable aux demandes en répudiation de la nationalité siamoise qui lui seront présentées par les descendants, nés au Siam, de citoyens français ou de ressortissants français d'origine asiatique quelle que soit la date de leur arrivée. Toutefois pour ces derniers, cette faculté ne sera accordée qu'aux descendants à la première génération.

Il demeure entendu d'autre part que les personnes qui avaient sous le régime du Traité du 14 février 1925 la qualité de protégés français conservent cette qualité.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Luang Pradist MANUDHARM,
Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur G. Georges-Picot,
Chargé d'affaires de France,
Bangkok.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

BANGKOK, *December 7th, 1937.*

I have the honour to confirm to you the verbal agreement arrived at between us to the effect that it is understood that, in matters of personal status, their national law will be applied to French nationals, citizens, subjects or protected persons by the Siamese Courts as the Siamese law is applied to Siamese nationals by the Courts of France and Indo-China.

I should be glad to receive from the French Government any relevant information in this connection.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) Luang Pradist MANUDHARM,
Minister for Foreign Affairs.

Monsieur G. Georges-Picot,
Chargé d'Affaires of France,
Bangkok.

II.

FRENCH LEGATION IN SIAM.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BANGKOK, *December 7th, 1937.*

I have the honour to confirm to Your Excellency the verbal agreement arrived at between us to the effect that it is understood that, in matters of personal status, their national law will be applied to French nationals, citizens, subjects or protected persons by the Siamese Courts as the Siamese law is applied to Siamese nationals by the Courts of France and Indo-China.

My Government declares that it is prepared to furnish to the Siamese Government all relevant information in this connection.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) G. GEORGES-PICOT,
Chargé d'Affaires of France.

His Excellency Luang Pradist Manudharm,
Minister for Foreign Affairs,
Bangkok.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

BANGKOK, *December 7th, 1937.*

I have the honour to inform you that, having regard to the provisions of the French law concerning nationality, the Siamese Government is prepared, in accordance with the principle of reciprocity, to give favourable consideration to such applications for the repudiation of Siamese nationality as may be presented to it by the descendants born in Siam of French citizens or French nationals of Asiatic origin, regardless of the date of their arrival. In the case of the last-named, however, this right will be granted only to descendants of the first generation.

It remains understood, moreover, that persons who, in accordance with the provisions of the Treaty of February 14th, 1925, possessed the status of French protected persons will retain that status.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) Luang Pradist MANUDHARM,
Minister for Foreign Affairs.

Monsieur G. Georges-Picot,
Chargé d'Affaires of France,
Bangkok.

II.

LÉGATION DE FRANCE AU SIAM.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BANGKOK, le 7 décembre 1937.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement français est prêt à répondre au désir exprimé par le Gouvernement siamois et à consentir à l'annulation des articles X et XI de la Convention du 13 février 1904, mais il souhaiterait obtenir l'assurance que le Gouvernement siamois donnera une suite favorable aux demandes en répudiation de la nationalité siamoise qui lui seront présentées par les descendants, nés au Siam, de citoyens français ou de ressortissants français d'origine asiatique quelle que soit la date de leur arrivée. Toutefois pour ces derniers cette faculté ne sera accordée qu'aux descendants à la première génération.

Il demeure entendu d'autre part que les personnes qui avaient sous le régime du Traité du 14 février 1925 la qualité de protégés français conservent cette qualité.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) G. GEORGES-PICOT,
Chargé d'affaires de France.

Son Excellence Luang Pradist Manudharm,
Ministre des Affaires étrangères,
Bangkok.

II.

FRENCH LEGATION IN SIAM.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BANGKOK, *December 7th, 1937.*

I have the honour to inform Your Excellency that the French Government is prepared to accede to the wish expressed by the Siamese Government and to agree to the cancellation of Articles X and XI of the Convention of February 13th, 1904, but would wish to have an assurance that the Siamese Government will give favourable consideration to such applications for the repudiation of Siamese nationality as may be presented to it by the descendants born in Siam of French citizens or French nationals of Asiatic origin, regardless of the date of their arrival. In the case of the last-named, however, this right will be granted only to descendants of the first generation.

It remains understood, moreover, that persons who, in accordance with the provisions of the Treaty of February 14th, 1925, possessed the status of French protected persons will retain that status.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) G. GEORGES-PICOT,
Chargé d'Affaires of France.

His Excellency Luang Pradist Manudharm,
Minister for Foreign Affairs,
Bangkok.

